

# En Israël, la mutation du sionisme et ses périls

Les premiers jours du nouveau gouvernement du premier ministre Benjamin Nétanyahou témoignent du glissement du projet sioniste vers un nationalisme messianique.

Par [Gilles Paris](#) (Editorialiste)

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du [Monde](#), est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos [conditions générales de vente](#).

Pour toute demande d'autorisation, contactez [droitsdauteur@lemonde.fr](mailto:droitsdauteur@lemonde.fr).

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/10/en-israel-la-mutation-du-sionisme-et-ses-perils\\_6157255\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/10/en-israel-la-mutation-du-sionisme-et-ses-perils_6157255_3232.html)

**Analyse.** Le premier acte du nouveau gouvernement israélien a été la déambulation, le 3 janvier, du ministre de la sécurité nationale Itamar Ben Gvir, sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, le mont du Temple pour les juifs. Cette mise à l'épreuve immédiate du fragile statu quo qui régit cet épice de tensions israélo-palestiniennes, considéré à la fois comme le troisième lieu saint de l'islam et le plus sacré du judaïsme, a suscité un vif émoi international matérialisé par une réunion houleuse du Conseil de sécurité des Nations unies, deux jours plus tard. Faut-il y voir [la dernière provocation d'un multirécidiviste](#), ultranationaliste patenté, ou bien la traduction plus fondamentale de la transformation en cours au sein d'Israël et tout particulièrement de son moteur idéologique, le sionisme ?

Dans la jeune et stimulante revue juive *K. Les Juifs, l'Europe, le XXI<sup>e</sup> siècle*, son rédacteur en chef adjoint Danny Trom, par ailleurs directeur de recherches au CNRS, creuse l'hypothèse de la mutation d'un sionisme initialement libéral – au sens anglo-saxon – né en Europe à bonne distance d'une tradition dont ses fondateurs s'étaient émancipés, et à ce point peu soucieux de la terre que l'Etat des juifs fut même brièvement imaginé ailleurs. Cette mutation s'opérerait sous l'influence croissante du courant du sionisme religieux, longtemps considéré comme le passager silencieux de l'entreprise politique qui se traduit par la création de l'Etat hébreu. Le titre de l'article de Danny Trom – « Israël : vers la rupture ? » – en souligne l'enjeu dramatisé par la dimension messianique de ce sionisme renouvelé.

Le sionisme religieux, sous sa forme actuelle, apparaît comme le bénéficiaire d'un épuisement idéologique. Ce dernier a tout d'abord porté en terre le travaillisme identifié aux premières années d'Israël, incarné par David Ben Gourion et le kibboutz. La disparition du parti de gauche Meretz de la Knesset à la suite des législatives du 1<sup>er</sup> novembre [sonne d'ailleurs comme une ultime épitaphe](#).

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Du rêve d'un « Etat juif et démocratique » à la colonisation de la Cisjordanie, que reste-t-il du sionisme ?](#)

Puis l'étoile d'un nationalisme laïc incarné par le Likoud accompagné tardivement par un credo néolibéral a progressivement pâli. Benyamin Nétanyahou, qui s'était montré son chantre zélé notamment en tant que ministre des finances dans le gouvernement d'Ariel Sharon (2001-2006), au prix d'inégalités sociales croissantes, en a pris acte en se glissant sur le tard dans les habits d'un populisme tenté par l'illibéralisme.

## « Mauvaise émancipation »

Sur ces ruines s'avance aujourd'hui, comme par l'effet d'une ruse de l'histoire, un sionisme religieux galvanisé par les dynamiques démographiques. Interrogé par *Le Monde*, Danny Trom insiste en effet sur leur importance, qu'il s'agisse du poids toujours plus grand des juifs orientaux représentés par le parti ultraorthodoxe Shas, de celui des juifs venus des pays de l'ex-URSS, ou des ultraorthodoxes ashkénazes du parti Judaïsme unifié de la Torah, pourtant antisioniste pour des raisons théologiques. Ces derniers considéraient en effet à l'origine que l'étape de la rédemption que constitue la création d'Israël ne pouvait relever que d'une volonté d'essence divine et non de celle des hommes, a fortiori si ceux-ci étaient émancipés.

Les premiers – qui se sont greffés sans se fondre dans ce projet d'essence européenne – sont, selon Danny Trom, sensibles à la fois à la rhétorique « *nationaliste et messianique* ». Les deuxièmes ont emporté avec eux « *un habitus très particulier à l'égard de la démocratie, et sont sensibles à une petite musique "a-moderne" et à l'attachement à la terre* ». Quant aux derniers, leur croissance soutenue rend de plus en plus inévitable l'impératif de leur intégration dans la société par le travail et le service militaire ; auxquels ils ont échappé depuis le compromis historique conclu avec David Ben Gourion avant même la création de l'Etat hébreu. « *Par un effet de paradoxe et du fait de ce que je qualifierais d'une mauvaise émancipation* », estime Danny Trom, cette intégration fait qu'une partie des « *haredim* », les craignant-Dieu, s'alignent aujourd'hui sur le sionisme religieux.

Envie d'en savoir plus sur la naissance d'Israël ?

[Test gratuit](#)

## La question « qui est juif ? »

Le résultat de ces dynamiques est potentiellement détonant. « *Dans l'horizon messianique, peuple et terre sont superposés, la sacralité de la terre est solidaire d'une conception des juifs arc-boutée sur la norme traditionnelle* », écrit en effet Danny Trom, convaincu de leur caractère indissociable. Alors que David Ben Gourion avait assuré devant la Knesset, en 1949 que « *lorsqu'il a fallu choisir entre toute la terre sans Etat juif et un Etat juif sans toute la terre, c'est cette seconde option que nous avons choisie* », et alors que le Shas avait soutenu à la Knesset les accords d'Oslo de 1993 – dont la base était justement le compromis territorial – , le sionisme devenu messianique tient fermement la main du nouveau gouvernement lorsqu'il stipule dans son programme que « *le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la terre d'Israël* ».

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [« Nous, anciens ambassadeurs d'Israël, sommes très inquiets de l'atteinte notable portée à l'identité démocratique de notre pays »](#)

Quant à la question de savoir « qui est juif ? », la modification envisagée dans un sens restrictif d'une clause de la loi de retour qui permet l'émigration vers Israël et l'octroi de la citoyenneté à toute personne ayant au moins un grand-parent juif, ne fera que tendre un peu plus les relations entre Israël et les diasporas. Notamment aux États-Unis, où le fossé ne cesse de se creuser entre l'Etat hébreu et la communauté juive majoritairement libérale. La revue juive *Forward* notait ainsi le 6 janvier qu'un rabbin sioniste libéral de Manhattan, Jeremy Kalmanofsky, a déjà cessé de prononcer, en signe de défiance, la traditionnelle prière pour l'Etat d'Israël.

Les deux victimes de la mutation qualifiée par Danny Trom de « *pathologique* » d'un sionisme religieux qui deviendrait hégémonique seraient les juifs hors de l'Etat d'Israël et les Palestiniens. Il s'agirait alors d'une double rupture.

Gilles Paris(Editorialiste)